

Compte rendu

Ouvrage recensé :

Cline, William R. *Mobilizing Bank Leading to Debtor Countries*. Washington (D.C.), Institute for International Economics, Coll. « Policy Analyses in International Economics no. 18 », June 1987, 102 p.

par Gabi Jarjour

Études internationales, vol. 19, n° 3, 1988, p. 590-592.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/702406ar>

DOI: 10.7202/702406ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

d'ignorer les points de vue régionaux. Cela est particulièrement vrai dans les domaines de l'énergie et des pêches et risque aussi d'être important dans le secteur de l'investissement interrégional qui semble en pleine croissance.

Trade & Investment... s'avère un volume fort utile. Il faut savoir gré à William D. Shipman, à ses collaborateurs et à l'Institut de recherches politiques de nous avoir donné un ouvrage qui porte à réflexion et dont la lecture ne peut que bénéficier à ceux qui s'interrogent sur les vertus et les vices du libre-échange. En dépit de problèmes méthodologiques, telle la difficulté à cerner des données régionales, Shipman et ses collègues ont réussi à présenter un tableau cohérent et clair de la situation. Il faut aussi noter la qualité de la présentation matérielle et de la prose, en particulier celle du directeur du recueil. L'historien que je suis ne peut s'empêcher de souhaiter la réalisation d'une entreprise semblable pour les décennies antérieures à 1960.

Yves FRENETTE

Department of History, Bates College
Lewiston, Maine

ÉTATS-UNIS

CLINE, William R. *Mobilizing Bank Lending to Debtor Countries*. Washington (D.C.), Institute for International Economics, Coll. « Policy Analyses in International Economics no. 18 », June 1987, 102 p.

Depuis l'éclatement de la crise de la dette provoquée par le Mexique au cours de l'été 1982, les ouvrages sur la gestion de la dette n'ont cessé de proliférer. Économistes, théoriciens, praticiens et journalistes, chacun de son point de vue, suggère des nouvelles stratégies et nouvelles suggestions.

William Cline dans son ouvrage intitulé « La mobilisation des prêts bancaires pour les pays endettés » propose un mécanisme de financement à la carte *menu approach*, ensemble des instruments devant s'adapter non seulement aux réalités particulières des pays en

développement et endettés, mais également aux préférences des banques. L'ouvrage a deux parties : la première de 60 p. où l'auteur définit sa nouvelle stratégie de prêt bancaire ; alors que la deuxième partie est une annexe où il passe en revue les quelques récentes propositions pour une solution à la question de la dette.

Deux principes sont à la base de cette nouvelle « approche à la carte » en matière de nouveaux prêts bancaires : un statut privilégié et un modèle conceptuel de catégorisation des banques.

L'auteur suggère l'octroi d'un statut privilégié *Senior Status* à toute nouvelle dette. Cette politique faciliterait la reprise de nouveaux prêts bancaires spontanés aux pays endettés.

Dans son modèle conceptuel, il répartit les institutions bancaires en trois catégories : A, B et C. La catégorie A groupe les banques qui pensent que le pays endetté serait capable de résoudre ses problèmes et, par voie de conséquence, d'honorer intégralement ses engagements. Autrement dit, ces banques pourraient récupérer leurs créances.

La seconde catégorie, B, groupe les banques qui s'attendent à perdre une partie non négligeable de leurs créances. Ces banques seraient autorisées à se retirer du processus de prêt en escomptant leurs créances au profit du pays endetté.

Enfin la troisième catégorie, C, groupe des banques qui cherchent seulement à profiter des facilités accordées par d'autres banques sans pour autant s'engager à octroyer de nouveaux prêts aux pays débiteurs, tout en maintenant leurs réclamations sur leurs créances. L'auteur cherche par sa nouvelle stratégie à éliminer cette classe de banques.

Ainsi au sein de ce modèle conceptuel qu'est le financement à la carte, va-t-il s'opérer ? L'auteur propose aux banques appartenant à la catégorie A une gamme de nouveaux montages financiers : « *New Money Packages* » :

1. L'achat (par ces banques) des obligations émises par les gouvernements des

pays endettés (*Debtor Government Bonds*).

Selon l'auteur, cette formule est intéressante à double titre. Non seulement ces obligations bénéficieraient de la primauté (*senior status*) accordée aux nouvelles créances, mais également elles peuvent être revendues sur le marché secondaire des titres (*secondary market*).

2. La capitalisation des intérêts (*Interest Capitalization*) dus au titre des prêts déjà accordés.
3. L'exemption en deça d'un certain seuil (*De Minimis Exemption*)

Les banques qui détiennent une faible part du total des créances, par exemple moins de 5 %, doivent être exemptées de toute participation aux nouveaux montages financiers. L'application de cette règle accélérerait le processus de mobilisation des encours bancaires et éviterait les longs délais et les conflits internes au sein du groupe des créanciers. De plus, elle engendrerait une économie en terme de coût d'administration de la dette et enfin, elle permettrait de définir clairement les banques participantes impliquées effectivement.

L'auteur cite l'exemple de l'Argentine où 360 banques détenaient des créances sur ce pays. L'application de cette règle d'exemption de 5 %, par exemple, réduirait le nombre de banques participantes à 230.

4. L'achat des obligations convertibles, « *Convertible Notes* »

Beaucoup de banques ont été, ces dernières années, intéressées par ce nouveau mode de financement. Il s'agit de convertir des dettes déjà existantes en prises de participation et bon nombre de pays ont déjà mis sur pied des mécanismes pour faciliter ce type de financement. Un des avantages de cette formule est qu'elle permet au créancier d'avoir un droit de regard et de contrôle sur l'investissement. Ce sont les obligations convertibles qui constitueraient l'instrument par excellence pour ce genre de financement.

5. La rétrocession des dettes, « *On-lending* »

Cette option permettrait qu'une partie de la nouvelle monnaie soit canalisée au secteur privé y compris les firmes multinationales opérant dans le pays.

6. Les prêts directs, « *Direct loans* »

Ce véhicule traditionnel demeure, à l'évidence, à la disposition des banques et figure au menu des différentes options de prêts.

7. Prêts conjoncturels, « *Contingency lendings* »

Selon l'auteur, l'exemple de l'accord du Mexique conclu avec quelque 500 banques, le 30 septembre 1986, doit être le modèle à suivre. Rappelons que le trait caractéristique de cet accord est que les banques se sont engagées à fournir un supplément financier au cas où le pays ferait face à des problèmes de taux de change dus à une baisse des prix du pétrole. Toutefois, les banques paraissent très réticentes à la généralisation d'une telle option.

En vue d'assurer une certaine flexibilité à son plan, l'auteur suggère un nombre de formules de retrait volontaire: la conversion de la dette avec décote (*discounted debt equity*), le rachat des prêts avec une escompte (*discounted debt loan repurchase*) et le retrait des obligations (*exit bonds*).

Une étude comparative des différents plans pour résoudre l'épineux problème de l'endettement figure dans l'annexe. Ces plans peuvent être classés en deux courants de pensée. Le premier courant, le plan Baker, défend et améliore la stratégie tripartite déjà adoptée en 1982: la politique d'ajustement du pays endetté, prêts bancaires supplémentaires et un soutien financier de la part des institutions financières internationales et gouvernementales, alors que le second courant de pensée repose sur le principe de l'allègement de la dette (*debt relief*) soit par l'annulation totale ou partielle de la dette (plans Bradley et Sachs) ou le rachat des dettes avec décote (plans Kenen, Sarbanes, La Falce, Weinert).

Le sénateur américain Bradley propose dans son plan, l'annulation partielle des dettes alors que le Plan Sachs d'Harvard est pour une annulation sélective des dettes.

Le Professeur Kenen de Princeton proposa en 1983 la création d'une entité internationale habilitée à racheter les dettes des banques avec décote et transférer le bénéfice de cette décote aux pays endettés. Le Sénateur Sarbanes reprend l'idée du plan Kenen en ajoutant que le capital de cette entité serait fourni par les excédents extérieurs du Japon. Le plan du Sénateur démocrate La Falce repose sur l'utilisation d'environ \$4 milliards des avoirs en or du FMI en tant que capitalisation pour l'entité qui pourrait racheter les dettes des pays endettés. Le plan Weinert suggère que l'existence d'un marché secondaire dans les pays en développement endettés pourraient fournir une base d'évaluation pour l'achat des dettes des banques.

L'auteur conclut son analyse en exprimant son scepticisme à l'égard de tout plan visant à une annulation imposée de la dette ou de ses intérêts. Car ceci risquerait d'entamer gravement la crédibilité du pays endetté et rendrait plus difficile son accès au marché financier international.

Gabi JARJOUR

*Groupe de recherche en économie de l'énergie
Département d'économie, Université Laval*

GRANJON, Marie-Christine. *L'Amérique de la contestation: Les années soixante aux États-Unis*. Paris, Presses de la F.N.S.P., 1985, 656 p.

Les années soixante n'ont pas fini de faire parler d'elles. L'écrasante production littéraire à laquelle elles ont donné lieu y a trouvé un objet à la fois passionnant par sa proximité (la plupart des acteurs sont encore vivants) et par son *exotisme*, puisque l'air du temps a bien changé.

Les intellectuels n'échappent pas au provincialisme: ces travaux sont essentiellement américains. Quelques auteurs français (Edgar Morin, J.F. Revel), fascinés par ce qu'ils

pensaient être l'Amérique, ont bien essayé d'expliquer le phénomène à leurs lecteurs, mais leurs livres nous en apprennent surtout sur les états d'âme de leurs auteurs. Le gros ouvrage de M.-C. Granjon vient donc combler un manque grave dans la connaissance française de l'histoire récente.

Il s'agit d'une « histoire des idées » (p. 14) qui circulaient dans la nouvelle gauche américaine pendant la période allant de 1960 à 1973. L'auteur y voit essentiellement une version moderne du « radicalisme existentiel » typique de toute la tradition radicale américaine; anti-théorique, anti-autoritaire, humaniste et moral, ce gauchisme se trouve fort éloigné des courants contestataires qui marquèrent la scène politique occidentale. Plus que chez Marx ou Lénine, c'est dans l'œuvre et la vie de Thoreau qu'il faut en chercher l'origine.

L'auteur cherchera à démontrer cette thèse en décrivant l'évolution de ce qu'elle estime être les trois branches principales du Mouvement: la contestation étudiante (autour de l'organisation « *Students for a Democratic Society* »), la contre-culture plus ou moins hippie et la révolte des minorités ethniques et, au premier chef, celle des Noirs regroupés sous la bannière du « *Black Panther Party* » et du « *Students Non-Violent Co-ordinating Committee* ». Leurs destins croisés, leur fécondation réciproque et leur capacité à générer d'autres fronts de lutte sert de fil conducteur à un compte-rendu touffu et complexe de la croissance rapide et de la non moins rapide décadence de la contestation.

Ce livre recèle donc un intérêt certain pour qui cherche à se documenter sur cette période. Son usage sérieux sera cependant rendu difficile par la grande imprécision méthodologique qui constitue un de ses défauts majeurs. Comment établir les frontières du Mouvement? Comment distinguer l'énoncé de principes fondamentaux d'une prise de position transitoire et tactique? Comment différencier la pensée du Mouvement de celle des organisations qui y agissent?

Ces difficultés sont rencontrées par toute étude d'une idéologie. Il faut regretter qu'on n'y accorde pas plus d'importance, car elles limitent beaucoup l'intérêt et la portée de ce